

# IS ET LIMITES

## A "DÉTENTE"

échanges diplomatiques qui ont abouti aux entretiens actuels. Derrière Berlin-ouest se trouve posée la question de la division de l'Allemagne, et par elle la question de la coalition atlantique. Y a-t-il des accords possibles sur ces questions?

D'une manière négative, l'accord existe déjà pour maintenir la division de l'Allemagne, l'opinion du peuple allemand n'entrant pas en ligne de compte dans cette décision.

Sur Berlin-ouest, les négociations prolongées de Genève ont montré que le désaccord était le suivant: les Soviétiques acceptaient le maintien du *statu quo* à condition qu'il soit déclaré PROVISOIRE; les puissances capitalistes n'acceptent pas du tout cette idée de « provisoire ». L'explication est simple. Les Soviétiques savent que le temps travaille pour eux, que Berlin-ouest n'a de sens, pour les impérialistes, que comme base d'opérations militaires et subversives en Allemagne orientale à un prix extrêmement élevé. Ceux-ci craignent les effets désastreux qu'aurait une reconnaissance plus ou moins juridique de l'Allemagne de l'est et, plus encore, la perte d'un centre aussi important que celui qu'ils occupent à Berlin-ouest. Aussi la marge de marchandages et d'accords possibles sur la question de Berlin-ouest paraît des plus étroites. On a mentionné la réduction des effectifs impérialistes; mais il semble à peu près exclu que les impérialistes acceptent de modifier sérieusement le statut juridique de cette partie de ville.

Quant à la coalition atlantique, tous ses participants s'y déclarent fermement attachés et, bien que son maintien soit un obstacle majeur à une véritable détente, il est certain que le monde capitaliste n'en démordra pas. Certes, tout ne va pas bien dans la coalition, soit entre les Américains et certains des partenaires européens, soit entre Européens eux-mêmes. Le récent voyage d'Eisenhower en Europe avait entre autre pour but d'aplanir un certain nombre de conflits. Les failles dans l'Europe capitaliste ne sont pas minimes, l'une des plus importantes étant par exemple la division sur le plan économique entre le Marché commun et la zone de libre échange. Mais, par dessus les rivalités et les intérêts particuliers, il y a pour eux un impératif, la défense commune du système capitaliste. La situation a été pour eux redressée par rapport à ce qu'elle était à la fin de la guerre, mais ce redressement est seulement le fruit de la politique des directions ouvrières et son instabilité apparaîtrait au moindre choc tant soit peu important. La rupture de l'alliance atlantique ouvrirait pour les capitalistes européens une ère d'incertitudes, donnerait lieu au développement de forces centrifuges, ouvrirait pour eux la porte sur l'inconnu. Il n'y a à présent en Europe aucun courant bourgeois tant soit peu réel et aucun courant dirigeant hostile à l'alliance atlantique. Celle-ci est pour le régime capitaliste une question de vie ou de mort; et c'est pourquoi est utopique et sans espoir la politique stalinienne qui cherche à obtenir, par des actions de pression, la formation d'ailes bourgeoises en rupture avec l'alliance atlantique.

Une question sur laquelle Eisenhower s'adressera vraisemblablement à Khrouchchev pour aboutir à un terrain d'entente est celle de l'aide aux pays sous-développés. Les impérialistes ont tardivement pris conscience de la gravité de cette question. D'une part le décalage entre pays industriels et pays sous-développés va croissant; d'autre part, l'accroissement de la production, surtout de la production agricole, dans les pays sous-développés, retarde sur l'accroissement de la population. D'où la perspective d'explosions révolutionnaires gigantesques. Vous avez, dira Eisenhower à Khrouch-

chev, le même intérêt que nous à les éviter. Le porte-parole de la bureaucratie soviétique comprendra l'argument du dirigeant yankee. Mais en résultera-t-il un accord? Économiquement ils auront tendance à poursuivre la rivalité que l'on connaît déjà dans ce domaine depuis des années. Politiquement l'URSS n'a aucune raison de s'associer aux impérialistes auprès de populations qui ont pour ces derniers une méfiance plus que justifiée. En conclusion, la question des pays sous-développés (dans la mesure où il ne se produira pas d'explosions mettant en danger des positions essentielles de l'impérialisme) peut ne pas donner lieu à des crises dangereuses, mais on voit mal sur quoi il pourrait y avoir un accord durable.

Une des questions qui tourmentent ouvertement le monde capitaliste et aussi, mais sans qu'ils le laissent apparaître, les dirigeants soviétiques, c'est la Chine qui ne peut pas être réduite au rôle d'un satellite et qui a seulement commencé à bouger. La politique d'ostracisme de la part des États-Unis ne fait qu'accroître les tensions. La reconnaissance du gouvernement chinois ou au moins son admission aux Nations Unies ne rendrait pas aux uns et aux autres la tranquillité, mais fournirait la possibilité de pourparlers normaux et d'accords partiels éventuels. D'ailleurs le plus minime accord que pourrait accepter Khrouchchev, surtout sur la question des armes nucléaires que nous verrons un peu plus loin, serait nul et non avenue si la Chine n'y était pas partie prenante. Aussi, il est possible qu'un accord se fasse sur l'admission de la Chine à l'ONU; mais, notamment pour des raisons de politique intérieure américaine, il est douteux que cela soit acquis rapidement, d'autant plus que l'on est entré aux États-Unis dans l'année préparatoire à l'élection présidentielle.

Il est enfin une grosse question sur laquelle les perspectives d'accords sont plus grandes: il s'agit d'une part de l'arrêt des explosions des armes nucléaires et d'autre part d'une certaine limitation à la course aux armements. Il en est ainsi parce que les arguments d'ordre humanitaire ne comptent guère. La réalité, c'est que les uns et les autres sont saturés d'armement et que sur le plan des armes nucléaires ils ont de quoi tout détruire très vite. Il n'y a donc pas grand sens à accumuler de quoi tuer le monde plusieurs fois et avec de nouveaux moyens qui permettraient de faire l'opération en quelques minutes de moins. De plus en plus, les spécialistes commencent à se tourner vers des armes plus conventionnelles. Alors pourquoi faire des dépenses ruineuses?

L'accord est d'autant plus possible que les développements techniques risquent d'amener que bientôt les armements nucléaires pourront se trouver entre les mains d'État plus faibles et politiquement instables. De Gaulle a des rêves de grandeur, mais — se demande-t-on dans les chancelleries — si la bombe atomique devait demain se trouver dans les mains d'on ne sait quel colonel, où irait-on? Les supergrands se jugent être les seuls responsables quant à l'emploi de telles armes.

Mais, même sur ce terrain des armements où convergent diverses raisons qu'ils ont pour s'entendre, il n'est pas simple d'aboutir à un accord. Ne parlons pas de la proposition Khrouchchev à l'ONU de tout supprimer en quatre ans: personne n'a la moindre illusion à ce sujet et Khrouchchev a d'ailleurs aussitôt fait d'autres propositions plus réduites. Un accord sur les armements sous-entend l'établissement d'équilibres correspondant aux positions de chacun, et aussi

des hormones de contrôle acceptables par tous. Toutes les conférences sur ces questions se sont dans le passé étirées sans produire de véritables résultats.

### DU TEMPS A BIEN UTILISER

En résumé la marge pour des accords est des plus réduites et les zones dangereuses ne disparaîtront pas par enchantement; le Laos le rappelle à présent. Les interlocuteurs le savent, mais ils savent aussi qu'un conflit coûterait très cher et c'est pourquoi ils ont fini par décider de « causer » afin de voir si tout de même ils ne peuvent pas trouver quelque chose. En tout cas, ils gagneront du temps, et les uns comme les autres espèrent qu'avec le temps, peut-être....

Personne de sensé ne peut mépriser le temps qui peut être ainsi gagné. Mais il faut que ce temps soit utilisé correctement par l'avant-garde et la classe ouvrière. Il doit l'être d'abord pour combattre les illusions qui se développent et qui s'amplifieront encore. Illusions que nourriront les propagandistes bourgeois, sociaux-démocrates et stalinien.

Mais, nous dira-t-on, si le rapport des forces s'est considérablement détérioré pour les États-Unis et le capitalisme en général, n'est-il pas possible qu'ils renoncent à recourir à une guerre générale? Admettons qu'il se produise encore parfois des guerres locales, comme ce fut le cas en Corée, mais n'est-il tout de même pas impossible qu'ils renoncent définitivement à se lancer dans l'abîme et à y entraîner le monde?

Pour qu'il en fut ainsi, il faudrait que le monde capitaliste soit beaucoup plus faible qu'il ne l'est actuellement, qu'il ne dispose plus des puissants moyens que possède encore le capitalisme américain, et qu'il ne puisse pas avoir la moindre chance de retourner la situation à son profit. Les dirigeants capitalistes ne sont pas prêts à se faire harakiri ni à se résigner à la mort lente de leur régime. La politique ouvrière ne doit pas reposer sur ce qui serait idéal ou souhaitable, mais sur ce qui est. Et, dans les conditions présentes, on ne peut miser sur un passage pacifique au socialisme nationalement ou internationalement.

Les conversations qui sont engagées peuvent donner du temps et certains accords partiels, limités dans le temps et dans l'espace; elles ne peuvent pas donner la paix. Celle-ci n'est pas du domaine des rapports entre les gouvernements actuels, quoi qu'ils prétendent. La paix, elle ne pourra être obtenue que par les masses, luttant dans chaque pays capitaliste non pas pour infléchir la politique de leurs gouvernements, mais pour y renverser le système capitaliste et établir un gouvernement des travailleurs entamant la construction d'une société socialiste. C'est seulement en affaiblissant ainsi de manière décisive et irrémédiable le monde capitaliste que seront créées les conditions objectives réelles qui écarteront pour toujours de l'humanité le danger d'une guerre mondiale.

Les politiques des directions ouvrières actuelles sont, dans le domaine des rapports internationaux, les plus pernicieuses. Les sociaux-démocrates ne font qu'emboîter le pas aux gouvernants capitalistes, sans parler de ceux d'entre eux, tel W. Brandt à Berlin, qui restent les protagonistes d'une politique à la Dulles. Les stalinien sèment les pires illusions sur les perspectives des pourparlers, il y a pour eux les bons qui sont sensibles à la « coexistence pacifique » et les méchants qui font tout pour l'empêcher. Ces politiques des directions ouvrières, laissant le sort de l'humanité entre les mains des gouvernements, ne conduisent pas du tout à la paix. Au contraire, elles ne pourront que rendre les masses plus faibles lorsque les petites possibilités actuelles de détente se seront épuisées et que nous assisterons à des reprises très vives de la tension dans les rapports internationaux avec tout ce que cela comportera, y compris de nouveaux exercices périlleux au bord de l'abîme.

PIERRE FRANK.